

## Le péril communiste

---

*Le communisme n'a pas encore exercé chez nous les ravages dont souffrent d'autres pays. Il est cependant déjà installé au coeur de notre population. Et activement il creuse les mines sous lesquelles crouleront, si nous n'y prenons garde, nos assises sociales.*

*Le démasquer et le combattre est donc une tâche urgente. L'expérience des autres peuples nous y engage. Ce sera l'honneur de l'Ecole Sociale Populaire d'avoir compris ce devoir et de s'être mise à l'oeuvre avec intelligence et courage.*

*Les Journées qu'elle vient de tenir à Montréal furent remarquables. Fidèle aux lois de la stratégie, elle ne s'est pas contentée d'analyser le mal, elle en a diagnostiqué les causes puis indiqué nettement les remèdes.*

*L'heure est maintenant aux actes. Ils relèvent surtout des honnêtes gens. Moins de cupidité et d'égoïsme dans nos relations. Plus de justice sociale. Une économie qui soit d'abord au service de la personne humaine. En d'autres termes, réforme des moeurs et réforme des institutions, pour*

*reprendre les expressions mêmes de S. S. Pie XI, dans son encyclique Quadragesimo Anno.*

*Ces réformes, l'Action nationale les a réclamées dès ses débuts. Elle a dénoncé la dictature économique qui écrase notre peuple. Elle a appuyé le programme de restauration sociale qu'un groupe de catholiques éclairés et courageux proposait récemment.*

*Elle a participé aux Journées anticomunistes de l'Ecole Sociale Populaire: son président et quelques-uns de ses directeurs y ont présenté de magistrales études.*

*Cette lutte contre le communisme, par la purification de ses sources empestées, la disparition des abus d'un capitalisme prépotent, l'instauration des corps professionnels, base du régime corporatif, la pratique de la justice sociale et de la charité, nous entendons la mener avec une vigueur nouvelle. Puissent tous nos amis agir ainsi!*

## L'ACTION NATIONALE

---

### AVIS IMPORTANT

On voudra bien s'adresser dorénavant pour tout ce qui concerne et la *direction* et l'*administration* de la revue, à

L'ACTION NATIONALE,

3472, rue Hutchison,

Montréal.

Le nouveau Directeur de la revue, M. Arthur Laurendeau, recevra, à cette adresse, le mercredi, de 3 à 5 heures.

## L'éducation nationale et le couvent

---

Nous avons le sentiment de ne pas exagérer en déclarant qu'il sera vain d'entreprendre une croisade d'éducation nationale et de vouloir recréer partout la fierté française, si les femmes n'y apportent leur collaboration. Nous avons un impérieux besoin de leur concours en presque tous les domaines. Il faut que toutes se rendent compte qu'à ce sujet, un devoir strict s'impose à elles, sans plus tarder; que ce devoir en appelle à la fois à leurs forces de persuasion et de tendresse et aux dictées de leurs consciences. Ces consciences, sans doute, semblent moins atteintes que d'autres par les compromissions de la vie publique; mais par contre, mais sûrement, elles ne sont pas sans cesse alertées, demeurent moins soucieuses du danger, et portées à s'enliser, tout doucement, dans une routine confortable ou un égoïsme léger, puénil, mesquin. Il faut enfin que les femmes, dont les esprits auront été mis profondément en éveil, envisagent avec courage les difficultés actuelles, cherchent, par tous les moyens qui leur sont propres, à parer à la détresse française. Car, ne nous faisons pas illusion, il y a une détresse française. Il y a une détresse française, même en notre province française du Québec.

Ceci étant posé, ne devons-nous pas, nous les femmes, songer d'abord et par-dessus tout, à concentrer, à mobiliser autour de la tâche prescrite toutes les qualités que l'on nous reconnaît comme éducatrices, comme gardiennes et comme amies de la jeunesse ?

On ne nous contredira certainement pas : quand il s'agit d'éducation nationale, c'est-à-dire de formation patriotique, nous avons chance de nous faire entendre en pénétrant dans nos couvents, auprès de nos dévouées religieuses enseignantes, auprès aussi de nos moins nombreuses institutrices laïques. A toutes sont confiées l'élite de la jeunesse féminine en notre pays. Sur les épaules de toutes, pèsent au point de vue national, comme à tant d'autres, et durant six, huit, dix années, pour chaque génération nouvelle, la plus lourde comme la plus entière des responsabilités.

Nous en sommes sûre, beaucoup nous entendant parler ainsi lèvent des yeux surpris, s'apprêtent même à douter de la meilleure foi du monde, qu'il y ait péril à ce point en la maison canadienne-française. Elles ont peine à croire qu'il soit d'une telle urgence de tenter un vigoureux mouvement d'ensemble en vue d'un effort reconstitutif. Rien autour d'elles ne les a encore trop péniblement impressionnées, ni surtout fait voir que le mal est d'abord en nous.

Tout s'enveloppe comme hier, du moins il leur

semble, du calme des situations bien définies et bien établies, où il entre après tout assez de justice et de discernement. A quoi bon alors ce pessimisme un peu enquêteur? Pourquoi ce besoin de faire naître, puis de nourrir en les esprits l'inquiétude, l'inquiétude patriotique en particulier?

La raison de cette attitude, où la confiance existe plus en surface qu'en profondeur, s'explique très bien. Chez nous, avouons-le, bien peu veulent et aiment à voir net, regardent avec une attention qui perce l'écorce des choses, non seulement en eux, mais autour d'eux, en cette ambiance moderne, très brillante sans doute, mais où l'on tourbillonne si bien que le paysage se brouille tout de suite, perd ses contours, fait voir tout à la fois, c'est-à-dire ne fait rien voir à sa place véritable, sur un horizon où s'accusent les reliefs.

Et pourtant, il faudra en venir à cette vue pénétrante et vraie des choses, et le plus tôt sera le mieux. Il faudra se livrer à un examen, sans cesse renouvelé, de la place que nous occupons, de celle surtout que nous devrions occuper, en ce milieu où nous nous mouvons de par la volonté de la Providence. Puis, en ce milieu, nous aurons à en isoler bien vite, afin de le mieux voir, en une vision au ralenti, un seul angle, l'angle du national. Et enfin autour de ce seul angle, une fois bien circonscrit, on en voudra étudier un énorme reflet, qui s'y projette sans cesse, tantôt brillant,

tantôt vacillant: le couvent et son important apport éducatif.

Que voulez-vous que nous fassions d'autre, que réfléchir, réfléchir encore et nous exprimer avec pessimisme, lorsque, des avant-postes, vont et reviennent, chaque fois plus soucieux, des soldats éprouvés, aux regards lucides, aux communications précises? Ne nous transmettent-ils pas les impératifs les plus sévères? Leurs constatations désolantes n'établissent-elles point qu'en quelques milieux du moins l'on mesure le péril qui menace notre mission de Français et de Françaises sur cette terre découverte, défrichée, puis sauvée combien de fois par les nôtres? Disons-le, nous nous sentons des héritiers amoindris d'une des plus nobles civilisations du monde. Il devient de plus en plus évident que nous n'avons jamais rien eu à gagner, mais au contraire tout à perdre à vouloir assimiler des qualités par trop étrangères à notre riche nature.

Ces voix que nous avons entendues, elles voudraient bien n'avoir pas clamé dans le désert. Elles nous prient, avec quelle anxiété d'apôtre, de répandre ces dures vérités qui saisissent et forcent à penser. Oh! ces voix, il nous en souvient, elles avaient soufflé avec quelle tristesse en nous abordant: "A l'ouest, *non à l'est*, où nous ne pensions pas à regarder, beaucoup de nouveau!"

Tenez, écoutez ceci: "Dans le Québec, il y a

2,875,255 habitants (et sur ce nombre, ajouterais-je, comptons autant de femmes que d'hommes), dont 2,270,059 Canadiens français. Cependant, résultat déplorable et humiliant, contrairement à ce qui se passe chez les peuples conscients de leur dignité et de leurs intérêts, la majorité, chez nous, est orientée au service de la minorité." Orientée! c'est-à-dire dirigée, conduite... Mais qui porte le poids de cette course, où ne luit pas d'étoile? Hélas! tous et chacun de nous, probablement. Et ceci: "Une littérature nationale, une architecture nationale, un art national? Nous en aurons quand nous aurons une pensée nationale, c'est-à-dire quand, ayant renoncé à singer les autres, nous nous serons penchés sur nous-mêmes pour y découvrir notre âme, en cultiver et en polir toutes les virtualités".

Et enfin, ceci, qui concerne directement le sujet que nous traitons et vient ménager, sans ménagement, hélas, la transition que nous préparions: "Il est possible que les couvents, ceux surtout qui, depuis vingt ans, ont sacrifié chez nous à toutes les formes du snobisme, aient à prendre leur large part de responsabilités pour l'état d'âme si souvent déplorable de la jeune Canadienne française aussi dépourvue de sens national que de sens catholique".

"Etat d'âme déplorable... Canadiennes françaises dépourvues de sens national"... le tableau est-il assez poussé au noir? Et le fait seul que

des paroles aussi sévères aient pu être écrites n'apporte-t-il pas la certitude que le mal existe, même sans s'être généralisé, du moins à notre connaissance... ?

\* \* \*

Mais n'appuyons pas sur ces misères puisque, comme le prononce notre maître à tous, en ces matières, M. l'abbé Groulx, "l'effort constructif importe seul". Ce grand historien-patriote de chez nous, ne nous invite-t-il pas, par ailleurs, à nous tourner plus volontiers vers les devoirs de demain que vers certains souvenirs regrettables du passé ? Nous deviserons donc, sous son égide, le cœur moins lourd, vraiment...

"Pour qu'il y ait éducation au foyer, a-t-on accoutumé de dire en des milieux autorisés, il faut d'abord qu'il y ait éducation au couvent." Est-ce que, cette assertion, en nous étonnant au premier abord, ne nous force pas à admettre l'influence prépondérante dont dispose la religieuse auprès de l'élève, cette mère de famille de demain ? Ce dont celle-ci se souviendra plus tard, il est vrai, lorsque, regardant ses enfants, elle voudra voir rayonner sur leurs fronts toutes les fiertés de l'âme française, ce dont elle se souviendra, ne serait-ce pas des leçons dont son âme, à elle, aura vibré jadis ? "Oui, se dira-t-elle, on ne m'a

pas appris en vain, durant mes dix années de pensionnat, à avoir foi au génie de ma race. J'y ai foi. J'en ai l'orgueil. J'en ai la passion. J'ai tressailli si souvent jusqu'au fond de mon être sous les vocables brûlants qui entouraient au couvent l'idée de patrie. Je me revois sans peine, dans les jardins, déambulant, une flamme dans les yeux, à travers ces allées, où les érables, chaque automne, rutilaient sous leurs feuilles d'or et de feu. Soudain, une maîtresse se mettait à chanter notre pays, ses beautés naturelles; puis, elle nous entretenait, lentement, semblant poursuivre un rêve mystique, de la "race mystérieuse" dont nous étions issues, race, disait-elle, citant un auteur aimé "qui toujours se plaint, mais toujours se donne; race, qui souvent se révolte devant les sacrifices qu'on lui propose, mais qui, sans en excepter un, les accomplit tous en silence".

Quels portraits de nos propres cœurs, de ce qu'ils étaient ou de ce qu'ils devaient être, ne voyions-nous pas, alors! . . . Puis bientôt, les souvenirs historiques de chez nous aidant, nous nous surprenions à vouloir être, qui, une madame de la Peltrie, qui, une Madeleine de Verchères, qui, même un Lambert Closse ou un Dollard, nonobstant le sexe.

Oui, éveiller l'esprit et le cœur de la jeune fille sur son rôle national, les éveiller alors que les yeux sont neufs, et que l'âme vibre promptement

à l'évocation de la beauté spirituelle, c'est ce qui importait hier, c'est ce qui importe encore davantage aujourd'hui. La religieuse éducatrice comprendra bien, d'ailleurs, comme on le lui a dit, que "l'éducation nationale" n'est rien autre chose que la culture d'un coin de la conscience du chrétien, celui qui concerne ses devoirs envers la patrie"; car, "le chrétien doit se sauver dans un milieu concret particulier, à l'édification ou à la destruction duquel il concourt bon gré, mal gré".

Ce sont là de décisives paroles pour des éducatrices revêtues du Christ! Elles savent que le Christ reconnaissait, aimait, voulait que vivent les nations les plus diverses. Ne les recommandait-Il pas aux siens en des paroles qui allumeront toujours à travers le monde, la grande flamme missionnaire: "Allez, enseignez toutes les nations....."?

Au Canada, deux nations, unies, mais non fusionnées, par la reconnaissance de droits nationaux et constitutionnels égaux, forment le peuple canadien. La française, d'abord, qui fut la première à posséder le sol, à le défricher au prix de ses sueurs, puis le défendit au prix du sang de ses veines, ouvertes même par le martyre. Et l'anglaise, la conquérante qui suivit. Nation dont on ne gagne la confiance, dont on n'obtient le droit à la liberté que par la dignité, la fermeté,

la constance dont on sait envelopper les gestes des justes revendications.

Et toutes les deux, nationalité anglaise et nationalité française, se sentent et sont parfaitement chez elle sur la terre du Canada. Elles ne demandent qu'à se développer, chacune selon ses qualités propres, selon celles, par conséquent, dont s'est plu à les douer en les différenciant, non en les opposant durement, le Maître de tous les mondes.

Son Eminence le cardinal Villeneuve n'affirmait-il, pas avec sa belle autorité et sa maîtrise de pensée, cette assertion, lorsque, à Québec, le 26 février dernier, il déclarait: "Dans la plus fidèle allégeance à la couronne de George V et dans la plus stricte observance du pacte confédératif de 1867, il y a place pour notre langue et nos traditions propres, place pour le rameau français à travers tout le Dominion".

Place partout ici pour notre langue et nos traditions propres! Voilà, il me semble, qui doit alimenter la pensée nationale des éducatrices de chez nous; voilà qui doit les inciter à approfondir davantage, à définir nettement le devoir national qu'est appelée à remplir la Canadienne française. La Canadienne française! Ah! éveiller en elle la volonté suprême de goûter par-dessus tout son originalité française, de transmettre, enrichi, le magnifique héritage spirituel qui est le sien, et cela alors que l'ambiance actuelle tendrait plutôt

à ruiner ses aspirations ou à les transformer en quelque chose d'uniforme, qui ne serait ni français, ni anglais. . . Quelle noble ambition que celle-là, apôtres du devoir national! Quel service incomparable à rendre, à sa race comme à son pays! Enfin, quelles forces morales insignes à substituer à cette honte, qui semble s'attacher souvent à nos pas: la lente mais sûre abdication de notre nationalité.

“Pacifiste par persuasion et batailleur d'instinct”, a-t-on dit du Français, “il n'y a pourtant que l'honneur et la gloire qui le fouettent”. N'aurions-nous donc plus chez nous de ces puissants leviers intérieurs, dont témoigne notre histoire à combien de ces pages? Où, comment, retrouver, notre indéniable vouloir-vivre collectif, qui a résisté dans le passé, ne reculant devant rien, bravant le martyre le plus ignominieux, tel celui des sombres années de 1837 et 1838?

Mais croyez-vous que ces Chamilly de Lorimier, que ces Cardinal, que ces Duquette, que tous leurs compagnons, auraient été les âmes magnanimes qu'elles ont été si, auprès d'eux, les mères, les épouses et les filles, les fiancées, nonobstant le silence dont les enveloppe l'histoire, n'eussent eu au cœur, comme eux, avec eux, la passion du petit coin de terre où elles vivaient et où elles voulaient que vive aussi, libre, respecté, protégé, leur idéal français?

La leçon de patriotisme au couvent! Qu'elle se placerait bien, vraiment, aussitôt après la leçon de catéchisme... Elle comporterait, ne fût-ce que quelques minutes, mais quotidiennement, l'étude d'une doctrine précise, de celle-là, qui inculquerait à jamais, dans l'esprit de la petite Canadienne française, attentive lorsque son cœur a su vibrer, qui inculquerait, dis-je, les convictions fondamentales. Ne craignons pas de ne pouvoir nous abreuver à aucune source. Des théoriciens-apôtres se sont levés chez nous. Laissons-nous inspirer et guider par eux. Reprenons souvent leurs paroles aux formes lapidaires, pour en extraire toute la riche substance.

Oyez avec nous quelques-unes de ces admirables formules. "Notre seule façon d'exister et de compter en notre pays, c'est de persévérer dans notre être, ou mieux encore d'exceller en notre innéité française". — "Une évasion de l'inconscience et de l'imprécision, voilà ce qu'il est permis de souhaiter pour la vie nationale de notre peuple". — "A l'amour de l'argent substituons l'amour du métier, source de bien-être, de richesse et d'honneur". — "Dépassons-nous quotidiennement." — "La vie en confédération n'impose à nulle province, comme à nulle des deux nationalités composantes, le moindre renoncement à leurs particularismes, comme à leur avoir culturel." — "Quand on a l'honneur d'être

un fils intellectuel du pays de Pascal et de Racine, que l'on est par surcroît le fils d'un milieu catholique, l'on n'a peut-être pas le droit de se croire supérieur à tout autre, mais n'a-t-on pas le devoir de ne se croire inférieur à personne?" — "Nous n'aurons de chance de survivre que dans la mesure où nous recommencerons enfin d'exiger qu'on apprenne à nos enfants tout leur devoir national".

Mises ainsi parfaitement en possession d'axiomes qui reposent tous sur les idées essentielles, fondamentales de l'éducation nationale, ayant de nouveau bien visible sur le front le rayonnement de la fierté française, pli héréditaire qui ne s'efface jamais complètement, nous pourrons ensuite préconiser les formes d'action particulières, nécessitées par les besoins de l'heure et aptes à servir les meilleurs intérêts de notre nationalité. Ce sera tantôt une vigoureuse et pressante campagne en faveur de l'achat chez nous; ce sera une prière aux Canadiennes françaises de s'émanciper de quelques-unes de ces modes outrancières, ou américaines, ou juives, qui déparent si mal la distinction française, faite d'élégance mesurée, discrète. Ce sera, enfin, cette touchante recommandation "d'amorcer au plus tôt des correspondances suivies avec la jeunesse des groupes minoritaires d'origine française au Canada, faisant de ces correspondances une habitude et un moyen d'éducation".

Oui, très bien, oui, nous en sommes et tous ces mouvements ne seront qu'admirablement facilités par une éducation nationale bien entendue. Ce seront de nouveaux brandons de feu venant aviver un foyer, allumé en l'honneur de la patrie et répandant de plus en plus la chaleur créatrice de la vie.

\* \* \*

En terminant nous serait-il permis de demander que la plus intime, la plus sincère des collaborations existe au point de vue national, entre la mère de famille, souvent une ancienne du couvent, et la religieuse éducatrice, souvent elle aussi, une ancienne du même couvent qu'elle n'a pas quitté? Ce serait peut-être le moyen de faire cesser le double et désolant spectacle: d'une part, celui de la religieuse: un soin incessant, émouvant pour faire de l'élève une patriote éclairée, et voulant servir, même héroïquement au besoin, son petit coin de terre; et de l'autre, celui de la maman et de la femme du monde: une insouciance ou une attitude mi-ironique, mi-dédaigneuse, dès que la question de patriotisme se pose, que sa fille est là, les oreilles si volontiers ouvertes dans le salon agréable de sa mère?

Rien, rien ne doit être négligé, l'heure est grave, pour assurer à la jeune Canadienne française une

forte éducation nationale. Et il faudra tremper son âme de telle façon qu'elle donne plus qu'elle n'aura reçu, et qu'elle ne soit au-dessous d'aucun devoir. Nous avons de plus en plus le sentiment, redisons-nous à la fin de cet article, en reprenant notre assertion du début, qu'il sera vain d'entreprendre tout mouvement, au point de vue national, comme à tant d'autres, si les femmes n'y sont gagnées, n'y adhèrent de cœur, d'esprit, de volonté. Le couvent, qui a fait nos grandes aïeules et nos mères, fera encore sa part, certes. Il ne faut plus que l'on dise, à tort ou à raison, que, de toute la jeunesse de notre sang, celle qui pense et agit le moins nationalement, c'est la jeune fille.

Marie-Claire DAVELUY

---

Nous aurions voulu remercier convenablement ceux des journaux qui ont fait écho à nos enquêtes sur l'éducation nationale. A Québec, dans *l'Action Catholique*, M. Eugène L'Heureux nous consacre un Premier-Québec; M. Héroux avait fait la même chose dans *le Devoir*. M. Raymond Douville, du *Bien Public*, commente audacieusement notre indépendance. Mentionnons M. Emile Langis dans *le Progrès du Saguenay* et M. Beaulieu dans *le Travailleur*, dont les paroles nous sont un véritable réconfort. Enfin, *l'Ordre* nous cite abondamment, quelquefois avec des commentaires fort élogieux. Nous en oublions peut-être, nous reviendrons à la charge. Les idées que nous défendons nous semblent dignes de faire l'unanimité des Canadiens français. Ceux de nos amis qui le comprennent sont priés d'accepter ici l'expression de notre vive reconnaissance.— A. L.

## La protection de l'épargne

---

Notre pays a subi depuis quelques décades l'influence des mœurs américaines, surtout dans les affaires. Aussi, a-t-on vu s'introduire chez nous des méthodes financières condamnables, qui ont ruiné l'épargnant et jeté un tel désordre dans la vie économique que nombre d'entreprises ont fait faillite, vouant à la misère des milliers d'ouvriers. Alors que la France, où la richesse est mieux répartie, a traversé la crise sans difficultés graves, notre jeune pays, aux richesses illimitées, a subi plus que tout autre, excepté les États-Unis, les effets néfastes d'une dictature financière qui est le juste aboutissant du libéralisme doctrinaire et la pire faute des temps actuels. Un million de chômeurs depuis deux ans sur quelque dix millions d'habitants: peut-on trouver meilleure preuve de la gravité de la situation?

Nos voisins du sud nous donnent cependant un magnifique exemple de redressement moral et financier. Ceux-là mêmes qui n'approuvent pas dans son ensemble l'expérience du président Roosevelt doivent reconnaître que par nombre de points — lutte contre la fraude, limitation des traitements des employés supérieurs dans les sociétés par actions, développement des syndicats

ouvriers et réglementation de la production dans chaque industrie afin d'augmenter le pouvoir d'achat du peuple — elle tend à rétablir dans les affaires le respect de la justice et de la morale. Voici les principales mesures que le président des États-Unis a soumises à la législature par son dernier projet de loi, afin de limiter la spéculation "inutile, inintelligente ou destructive": "Interdiction d'effectuer des opérations fictives entre courtiers; sanctions contre les propagateurs de fausses nouvelles; interdiction d'accaparer les valeurs ou les marchandises; contrôle des opérations des boursiers par des commissions spéciales; vérification des livres *ad hoc*".<sup>1</sup> M. Roosevelt limite en outre aux banques de réserve fédérale le droit de prêter aux courtiers.

En France, la législation et la jurisprudence manifestent le désir général d'assainir la finance. La cour de Paris n'a-t-elle pas décidé par deux fois que le vote d'une assemblée d'actionnaires ne libérait pas les administrateurs de leur fraude? N'a-t-on pas vu le parlement français réglementer le vote aux assemblées d'actionnaires par la loi du 13 novembre 1933 qui abolissait les actions à vote privilégié, accordait droit de vote aux actionnaires en proportion du capital souscrit, tout en rattachant un vote double aux titres nominatifs depuis au

---

<sup>1</sup> Cité par Paul M. F. Durand: *L'expérience américaine continue. Dossiers de l'Action Populaire*, 10 juin 1934.

moins deux ans? Nombre d'économistes en France trouvent ces réformes insuffisantes et réclament une refonte complète de la loi sur les sociétés par actions. Les législateurs se sentent par ailleurs surveillés de près par une opinion publique vite alertée comme l'a fait voir l'émeute provoquée par la connivence de certains ministres avec le financier Stavisky.

Les quelques exemples ci-dessus démontrent qu'à l'étranger la protection de l'épargne est à l'ordre du jour, alors qu'aucun gouvernant ne s'en préoccupe en notre pays. La révélation d'affaires louches, semblables à celles de Stavisky, laisse l'opinion presque indifférente. Le Canada, non plus que la province de Québec, n'a encore les chefs désireux de réaliser un programme sérieux d'assainissement financier et capables de l'imposer aux partis politiques. Loin de là, les procédés les plus opposés à l'intérêt commun reçoivent l'appui tacite ou manifeste de nos gouvernants. M. Bennett n'a-t-il pas tenu secrètes les révélations de l'enquête sur l'industrie du tabac où tant d'abus se sont pourtant commis? Dans notre province, n'a-t-on pas hypothéqué le domaine public pour venir en aide aux financiers qui avaient ruiné l'industrie du papier?

Pourtant, puisque nous avons laissé s'introduire au Canada des abus plus criants encore que ceux dont se plaignent d'autres pays, nous devons recourir comme eux aux mesures propres à rendre

leur cours normal aux affaires. Autrement notre peuple, si patient et religieux soit-il, prêtera une oreille complaisante aux meneurs qui lui prêchent la lutte des classes. Le peuple français a poussé autrefois l'idée démocratique à ses limites les plus absurdes pour des injustices moins généralisées et moins graves dans leurs conséquences que celles du temps présent. Alors comme aujourd'hui, personne ne voulait croire au danger des exaspérations populaires; chacun louait à l'envi le traditionalisme de ces foules croyantes et blâmait ceux qui cherchaient à réformer la noblesse française pour la sauver du désastre.

Les leçons du passé incitent les citoyens clairvoyants à réclamer chez nous des moyens efficaces de sauvegarder sans retard les intérêts de l'épargnant. Le manifeste de l'Action Libérale Nationale et les déclarations de M. Stevens, ministre du commerce du Canada, démontrent que les plus éclairés de nos hommes publics comprennent l'importance de ce problème. M. Stevens disait: "Je ne serai pas un témoin muet des abus et des erreurs. Nous avons passé à travers une période de misère et de difficultés et nous sommes sur le point d'en sortir. Mais si nous ne mettons pas à contribution ce que nous avons appris, nous ne ferons que nous enliser dans une situation pire. L'élément le plus néfaste en affaires c'est la peur et l'inquiétude: la crainte de la concurrence injuste; crainte d'une

influence destructrice sur laquelle nous n'aurons aucun contrôle. Il nous faut faire disparaître cette crainte et cette méfiance. Le meilleur antidote à la peur, c'est une conscience nette et la certitude que nous agissons bien".<sup>1</sup> N'est-ce pas par la mise en pratique de ces idées que le président Roosevelt a rendu confiance à son peuple, qui s'abandonnait rapidement au mirage révolutionnaire ?

J'aurais peu de peine à corroborer le témoignage de M. Stevens par celui de nombreux économistes et sociologues, si le souci de la brièveté ne m'en empêchait. Cependant, puisque ce problème présente tant d'importance, je crois utile de rappeler ici les principales réformes proposées dans de récents travaux.

Le "mouillage" du capital est le plus grave abus de la finance moderne. C'est lui qu'il faut combattre tout d'abord. Les principaux moyens d'y arriver paraissent être les suivants :

1) "Responsabilité conjointe des administrateurs avec les vérificateurs qui signent les états financiers des sociétés".

2) "Responsabilité conjointe des administrateurs et des courtiers qui vendent les titres d'une compagnie quant à la véracité du prospectus".<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Cité par *Le Devoir*, le 15 août, 1934

<sup>2</sup> Propositions tirées du Programme de Restauration Sociale, publié à l'E. S. P., Montréal, 1933. Voir aussi le commentaire de M. Philippe Hamel, *Trusts et Finance*, E. S. P., 1934, p. 63 et suiv.

3) "Simplification de la structure financière des sociétés par actions."

Cette simplification pourrait se faire de cette façon:

a) abolition des obligations.

b) abolition des actions sans nominal, des actions de fondateurs, des actions privilégiées. Bref, limitation des actions à une seule catégorie d'actions ordinaires non cumulatives.

c) interdiction des bonis en actions ou des divisions de titres.

4) "Fixation des apports d'actif et de passif, et de la capitalisation des entreprises par un tribunal du commerce, ou par le conseil corporatif, lorsque ce dernier sera constitué dans les diverses branches de l'activité économique".<sup>1</sup>

Les deux premières propositions, de même que la quatrième, s'imposent avec tant d'évidence qu'elles ne demandent aucune analyse. Arrêtons-nous un instant à la troisième, qui a pour but d'unifier les intérêts de tous ceux qui participent à une affaire et d'empêcher qu'un petit groupe d'individus ne profitent de la complication des capitaux pour dominer l'entreprise et la gérer en leur faveur. Certains économistes trouveront peut-être trop draconienne la suppression des obligations; ils

---

<sup>1</sup> Adrien Gratton: *Le Mouillage du Capital*, E. S. P., 1934, p. 84 et suiv. Voir aussi Programme de Restauration Sociale.

reconnaîtront en tout cas qu'il faut protéger davantage les obligataires puisque nombre de faillites récentes, celles en particulier de la *Canada Power & Paper*, de la *Fraser Co.*, de la *Beauharnois Light, Heat & Power*, ont prouvé que le gage n'offre pas généralement une protection suffisante. On a même vu des financiers, après la réorganisation d'entreprises où les obligataires avaient perdu une grande partie de leurs fonds, diminuer encore la garantie des obligations, afin d'augmenter les chances de plus-value des actions ordinaires qu'eux, les financiers, avaient cueillies en bourse pour une fraction d'un dollar chacune. Toutefois, si l'on n'accepte pas la suppression des obligations, la moindre protection que l'on puisse accorder à l'obligataire serait de limiter ses titres à 40% de l'actif réel dans les sociétés par actions, et de les ramener tous à une seule catégorie, leur attribuant une hypothèque générale sur les immeubles.

Ces réformes cependant ne suffiront pas à protéger l'épargne qui court d'autres dangers. Ainsi, les sociétés de gestion et de contrôle (*investment trusts* et *holding companies*) la mettent en péril de façon manifeste. Les premières n'ont servi trop souvent qu'à faire accepter au public, de façon indirecte, des valeurs dans lesquelles il n'avait aucune confiance. <sup>1</sup> Les secondes ont permis

---

<sup>1</sup> Dr Philippe Hamel: Op. cit., p. 64.

à quelques financiers de dominer un grand nombre de sociétés par actions, bien souvent au détriment de ces dernières.<sup>1</sup> Aussi ne peut-on qu'approuver le Programme de Restauration Sociale de demander la réglementation sévère et, au besoin, l'abolition de ce genre d'entreprises.

Le même document propose la limitation des salaires des employés supérieurs et administrateurs des entreprises, avec obligation d'en publier le montant. Cela s'impose. L'enquête Stevens sur l'industrie et le commerce a montré comment nombre d'administrateurs savaient accroître indéfiniment le nombre des filiales d'une entreprise, afin de cacher les profits aux actionnaires et de les transformer en rémunérations exorbitantes d'un nombre toujours grandissant d'administrateurs et d'employés supérieurs. Une commission royale, chargée d'enquêter sur l'hydro ontarienne, a révélé que le président de l'*Ontario Power Service Corporation* et de l'*Abitibi Power* qui résidait habituellement à New-York et n'assistait chaque année qu'à quelques réunions du conseil d'administration, tenues à Toronto, recevait annuellement \$50,000 en salaire et autant en allocations de dépenses, sur lesquelles le trésorier de l'*Abitibi Power* n'a pu donner aucune précision. L'année où l'*Abitibi*

---

<sup>1</sup> Voir la conférence prononcée par M. Henri Laureys devant la Chambre de Commerce de Montréal, et publiée dans le Bulletin de cette chambre, no de juillet.

*Power* fit faillite, le président reçut en salaire, pour huit mois, la somme de \$30,480 et ses allocations pour dépenses lui furent versées dans les proportions habituelles. <sup>1</sup> Ces exemples prouvent que les entreprises sont devenues aujourd'hui pour plusieurs administrateurs une occasion de s'enrichir au détriment des actionnaires, et c'est ce qu'il faut éviter.

Reste enfin la réglementation de la bourse. Le Programme de Restauration Sociale propose à ce sujet: 1° l'interdiction aux banques d'avancer aux courtiers plus que cinquante pour cent de la valeur nominale du titre coté, ou cinquante pour cent de la cote, si le titre se cote au-dessus du pair; 2° l'interdiction des syndicats de spéculation (*pools*) et de la vente à découvert en bourse; 3° l'imposition d'une taxe provinciale sur toute mutation effectuée moins d'un an après l'achat d'actions cotées en bourse. // En plus de limiter la spéculation qui s'est révélée si désastreuse dans le passé, ces mesures empêcheraient certaines manœuvres en bourse favorisant l'accaparement des entreprises par un groupe de financiers qui les gèrent à l'encontre du bien général et de l'intérêt des actionnaires.

La vraie solution de tous ces problèmes serait sans doute de considérer une entreprise, non pas comme un moyen de favoriser l'enrichissement

---

<sup>1</sup> *Le Devoir*, 4 août, 1934.

rapide de quelques-uns, mais comme une institution ayant un but social et économique, ayant par conséquent sa vie propre qui doit primer le bien particulier des individus qui y participent.<sup>1</sup> Une affaire qui contrarie l'intérêt général doit disparaître. Tout homme doit servir la société, et non pas l'exploiter comme un parasite; de même une entreprise doit légitimer ses bénéfices par le service qu'elle rend à l'ensemble des citoyens. Cette conception n'empêche aucune des réformes que nous avons mentionnées plus haut; elle permet même de les réaliser plus facilement. On verra mieux, lorsqu'on l'aura acceptée, qu'il faut tenir les administrateurs responsables des fautes lourdes dans leur gestion, même si l'assemblée des actionnaires leur a donné un vote favorable.<sup>2</sup> Le législateur devra même dans les cas de fraude les priver de leurs droits civils et du privilège de faire partie d'autres conseils d'administration.

Lorsque les administrateurs comprendront qu'ils ne sont que les montants de la société et que leur fonction est de gérer une institution ayant sa

---

<sup>1</sup> Voir à ce sujet Emile Gaillard, *La crise de la Société anonyme, Dossiers de l'Action Populaire*, 25 avril 1933 et R. de Castellon, *Réformes proposées pour la défense des actionnaires dans les Sociétés Anonymes*, ibid., 11 juin 1934.

<sup>2</sup> On sait qu'un conseil d'administration contrôle souvent, directement ou indirectement, jusqu'à 95% des votes aux assemblées d'actionnaires.

fin en elle-même, ils auront une idée plus nette de leur devoir, mais par contre ils recevront une meilleure protection vis-à-vis des actionnaires qui, à leur tour, sont portés à oublier l'objet de leur établissement pour ne penser qu'au profit immédiat. Si nous voulons faire jouer aux entreprises leur véritable rôle dans la société, décrétons par la loi que les administrateurs devront être nommés durant bonne gestion, afin qu'ils ne demeurent pas sans défense devant les caprices d'une assemblée d'actionnaires ou les menées ténébreuses de quelques accapareurs. Bien des abus seront évités de la sorte, et les conseils d'administration pourront davantage peser les répercussions sociales de leurs décisions. L'enquête Stevens n'a-t-elle pas prouvé que le désir de réaliser des gains toujours plus grands a conduit certains magasins et certaines industries pourtant prospères, telle l'*Imperial Tobacco*, à exploiter leur main-d'œuvre ou leurs fournisseurs de la façon la plus odieuse. Nommons donc les administrateurs d'une entreprise durant bonne gestion et nous les verrons plus souvent tenir compte de la valeur simplement humaine de leurs actes. Ils se convaincront que les affaires ne doivent pas introduire dans la société un régime économique anormal.

Sans doute ces réformes nombreuses ne se réaliseront pas sans que tous les politiciens intéressés à tolérer ou même à protéger les désordres actuels

se mettent à crier au socialisme ou au bolchevisme. C'est leur façon de défendre des procédés abusifs. Ils croient sans doute que ces mots suffisent à effrayer notre peuple d'esprit religieux. Beaucoup d'hommes publics savent cependant que ce dernier voit clair et sait reconnaître ceux qui songent encore à le servir. Je suis persuadé que ceux-là voudront appuyer ses revendications légitimes.

Alban POIRIER

---

#### A NOS LECTEURS

Nous les prions d'être indulgents à notre endroit. Par suite de circonstances absolument incontrôlables, nous ne paraissions qu'à la fin du mois. Nous n'avons rien négligé, mais il faut compter avec l'imprévu. De plus, nos rubriques sont incomplètes. Nous sommes en train de nous organiser. Patience, ami lecteur, et dès janvier 1935, nous serons en état de te satisfaire.

## La radio

---

Sujet trop actuel. Beaucoup de faits dont le classement est difficile: sans compter les commérages, les hostilités intéressées, les humiliations indigestes, expression amère du talent méconnu ou inconnu. Au-dessus donc des personnes. Déblayons d'abord. Quelques réflexions sur le machinisme, procès sommaire des idées qui enseignent la primauté du matériel.

Sans pédantisme, affirmons que toutes les inventions les plus étonnantes ne rendent service que dans la mesure où l'homme en reste le maître. Sinon, esclavage démentiel, fruit d'un orgueil grossier. Il est opportun de rappeler la différence entre l'esprit scientifique, désintéressé, dévoré de la passion de l'inconnu d'une part et l'utilitarisme de la science pratique d'autre part. Une Babel américaine de 300 étages n'a rien à faire avec la vérité. La démocratie de nos voisins, la plus vulgaire, la plus déclamatoire de toutes, fait de la vulgarisation de la science un article de son credo, elle enseigne que l'homme possède tous les attributs principaux de la liberté, quand il tient la radio, l'auto, le cinéma, le journal et que le confort constitue l'essentiel de l'émancipation des

peuples. Le bonheur parfait vécu dans le bien-être. En face d'un tel empire, nous de race française, optons de toutes nos forces pour la civilisation des appétits supérieurs.

Il ne s'agit pas de boudier le progrès, ni de le mettre à l'index. Il s'agit plutôt de lui fixer sa place et qui n'est pas la première. Partir en guerre contre le téléphone est assurément ridicule. Il est non moins ridicule de se figurer que nos pères, privés de ces instruments, étaient des demi-civilisés. Toutes ces nouveautés n'ont rien à faire avec la civilisation, ni avec le bonheur réel de l'homme. De plus, elles créent des besoins factices qui deviennent un joug pesant et font les âmes habituées. Les balais aspirateurs, les grille-pain, les machines à laver, à repasser, n'ont rien fait d'autre que de créer des illusions de bonheur factice, dont le foyer n'est sorti qu'appauvri. Comment se fait-il que nos mères, qui avaient beaucoup d'enfants et qui faisaient tout de leurs mains, se plaignaient beaucoup moins du poids des réalités domestiques que les mères d'aujourd'hui? Jamais on n'a entendu tant de doléances sur la servitude et tant d'apologies ouvertes ou déguisées du parasitisme de la femme. Cela a donné à quelques-unes du temps pour préparer des discours politiques: à d'autres pour s'aviser d'un devoir nouveau: vivre sa vie. Dites-moi franchement en quoi le bonheur réel y a-t-il gagné?

Et si l'on me demande de revenir à la question, je vous répondrai que nous y sommes en plein, car le point névralgique de notre société canadienne-française, c'est précisément l'accueil enthousiaste de toutes les formes de l'américanisme dont la machine a été un des agents les plus efficaces. On peut concevoir chez un peuple organisé par des têtes solides que le confort permette des loisirs qui augmentent les facilités de réflexion, quand les soucis d'argent n'absorbent pas la totalité de nos préoccupations. Mais la dignité du travail, cette fameuse invention du matérialisme moderne, qui condamne tous les ordres contemplatifs, religieux, artistiques, poétiques, dérive précisément de cet asservissement à la machine. La dignité du travail; c'est très beau; pourvu qu'on ne mette pas l'accent sur le seul travail qui rapporte, qui vous impose de changer d'auto tous les ans, de meubles tous les deux ans, d'habiter tous les trois ou quatre ans un appartement muni de perfectionnements qui ressemblent à une course à la paresse.

Une autre conséquence de l'invasion machiniste, c'est de favoriser la nonchalance de l'esprit: et Dieu sait que nous n'avons pas besoin de ce supplément soporifique. Qu'il s'agisse de radio, d'automobile et de cinéma, on constate chez la moyenne des usagers une disposition plus grande au vague de l'esprit, aux rêveries inconsistantes,

aux brouillards mentaux. Cent milles en auto, dans le plus beau paysage des Laurentides, ne vous laissent dans l'esprit que des images imprécises, des fantômes, espèces de rêves endormis, où la réalité devient de l'irréel, où la nature, enveloppée dans une sorte de halo, participe de l'ambiance théâtrale, du factice et du conventionnel. Deux heures de séance de cinéma impriment sur votre figure, dès que vous sortez au grand jour, cette expression d'oiseau de nuit, de chouette, qui n'est pas précisément le reflet de l'intelligence. La plupart de nos contemporains, ceux qui sont saturés d'habitudes modernes, vivent dans un demi-sommeil qui en fait de véritables automates, et chez qui la personnalité est complètement abolie. L'homme a toujours été victime de ses illusions: mais du moins, quand ces illusions se portaient vers des objets susceptibles de lui inspirer l'oubli de son moi, frénaient son égoïsme, augmentaient ses puissances de générosité, on pouvait éprouver une noble sympathie pour ces erreurs, ces vérités affolées, mais encore dignes de considération. Aujourd'hui, en Amérique, aucune idéologie, même fausse, ne vient tempérer la grossièreté de nos goûts et de nos habitudes. J'ai dit: en Amérique: car en Europe, une élite forte et nombreuse résiste à ces excès. Je vais vous scandaliser en vous racontant qu'un très grand écrivain comme Léon Daudet ne répond pas au

téléphone et ne peut souffrir le chauffage central. Il y a des gens de chez nous capables de l'en moins estimer et de soulever tout de suite le grand problème de l'hygiène.

Mais en ces lugubres constructions à ciment et à tuiles, jamais l'homme ne s'est tant ennuyé. Il n'y cherche même plus la beauté du corps, bête de somme attachée au culte exclusif des championnats. Il s'y exerce, dans un morne ennui, sur un étroit plateau, à des séances d'assommage. On n'aura jamais tant vu tant de gros muscles, et si laids, si répugnants qu'ils donnent envie de mettre le feu à ces temples du biceps. Ah! si vous connaissez encore des gens qui ne se lavent qu'une fois par jour, faites-moi connaître ces originaux. Apologie de la crasse! non pas; apologie de la personnalité! Oser être soi-même sur un continent où tout le monde doit se ressembler: ou tout le monde lit, à la même heure, les mêmes nouvelles, se complait aux mêmes vues, au même jazz et fabrique des êtres monotones, à répétition, sans pittoresque, sans saveur, bras ballants et bouches molles, badauds inertes qui ont tout gobé de l'Américain, moins ses qualités

Quel renouvellement de l'esprit peut-on espérer de pareilles multitudes, formées sur un pareil plan d'uniformité, de ce caporalisme dans le nivellement, de cette dictature de la platitude et du cliché. Quelles conquêtes réellement humaines peut-on

demander à une société qui fait fi des besoins réels de l'intelligence et du cœur, qui poursuit avec rage l'extinction des forces morales et intellectuelles et dont la barbarie est d'autant plus dangereuse qu'un certain ordre extérieur, (villes damier avec police en bel uniforme), donne la fausse sécurité d'un ordre réel. J'irai jusqu'au bout de cette démonstration qui me paraît essentielle avant d'aborder la question de la radio. La machine qui esclavage l'homme, le réduit au pire des esclavages, celui qu'il s'impose à lui-même. Cette servitude n'a qu'une excuse, la violence et la vivacité de l'assaut. Pour rester les maîtres de nos destinées artistiques, il n'y a pas de besogne plus urgente que de régler l'action de ces mécaniques nouvelles et de les replacer dans leur rôle véritable, celui de l'obéissance et non du commandement. Qu'est-ce qu'un grand artiste ? un Mozart, un Mistral, un Michel-Ange, un Shakespeare ? C'est un être d'exception par la richesse et l'abondance des images qui naissent dans son esprit, mais aussi et non moins exactement, par le contrôle, l'ordonnancement et la maîtrise de ces images. La machine, si nous n'y prenons garde, fera de nous des victimes passives de l'image, de cette image matérielle qui nous poursuit partout, au cinéma, en auto, à la radio.

\* \* \*

La radio nous aura apporté quelques avantages

et beaucoup de désavantages. Elle nous offre parfois de beaux concerts; mais même en ces occasions, elle ne donne pas tout ce que nous donnait le concert d'autrefois. En ce temps-là, quand on allait à une symphonie, on faisait d'abord des frais d'achat de billets; ensuite de déplacement, peut-être même de toilette. Préparés par ces sacrifices, nous arrivions à l'audition dans une disposition mentale très propice. Nous avons procédé à l'initiation de la beauté sonore, par un effort, par un certain don de nous-mêmes qui représentait une forme modeste, mais réelle de culte extérieur. Nous approchions du dieu mystérieux, par étapes successives et qui favorisaient singulièrement le respect du génie et le mettaient sur un autel dont étaient bannies les familiarités vulgaires. De plus, de l'auditoire aux artistes, se créaient des liens invisibles, des communions émotives, rayonnements multiples qui donnaient aux impressions toute leur plénitude et dont les impondérables ne se retrouvent plus à la radio. Les choses s'y passent bien autrement. Pour le son lui-même tout d'abord. On aura beau faire, ce n'est plus le même son. Il est toujours étouffé. C'est comme si l'on faisait passer dans un tuyau de 2 pouces de diamètre un volume d'eau de 4 pouces. Ça ne peut plus aller ensemble. Il en faut sacrifier une partie. Moins de netteté.

Écoutez une fugue, essayez d'en saisir toutes

les ramifications; à un moment donné, vous perdez le fil. La vibration n'a plus ce quelque chose de direct qui la rend vivante: et puisque la stérilisation est à la mode en ce moment, on peut dire sans exagération que la radio est une forme d'extinction du son qui fait penser à une musique d'eunuque. Je crois que la personnalité musicale, dans ses reliefs, dans son accent y perd beaucoup. J'imagine que si les compositeurs de l'avenir mieux doués cherchent à se conformer au rendement spécialement radiophonique, à exploiter ce qu'il comporte de caractéristique ou d'exclusif, ils seront entraînés vers une espèce de demi-silence monotone, musique larvée où, dans un brouillard épais, s'agiteront des êtres à demi-conscients: ou encore et peut-être à des déchaînement de bruits, auprès desquels le rugissement du lion ne sera plus qu'un vagissement. Il y aura donc moins de vérité, moins de probité artistique et plus de truquage. Ces défauts seront-ils corrigés un jour par de nouvelles découvertes? Mais si la mise au point de la radio échappe encore à nos investigations, il est des abus dont nous pouvons immédiatement faire cesser l'injustice. Ce sont ceux qui découlent d'un régime politique qui s'appelle la démocratie, et dont la crise a exacerbé les vices. Nous en connaissons au Canada tous les ravages, et sans sortir en rien de mon sujet, je vous dirai, en quelques mots, le danger que fait

courir à l'art et aux artistes le développement du machinisme, contrôlé par des démocrates. Vous savez l'aventure de l'apprenti sorcier, de ce novice de la sorcellerie, qui, en l'absence du maître, au milieu des cornues et des alambics, prononce le mot magique, le césame ouvre-toi, et met en danse macabre toutes les forces mystérieuses et inconnues de la nature. Le voilà, au milieu de cette tempête qu'il a déchaînée d'un mot imprudent, emporté dans ce tourbillon intempestif, vers un abîme inconnu, victime des forces qui le dépassent, dont il ne sait plus comment régler le mouvement.

Ne serait-ce pas là l'histoire du machinisme sous un gouvernement démocratique, dont une des faiblesses majeures, c'est de faire relever de l'élection ce qui devrait être attribué à la seule compétence? Toutes les positions de commandement sont exposées ainsi à être accordées au plus audacieux, au plus effronté et presque toujours au plus ignorant.

La logique du règne électoral nous mène là tout droit. Ceux qui s'en étonnent sont de grands naïfs ou des imbéciles et peut-être les deux ensemble. Il suffit de 51 pour cent d'amateurs de mauvaise musique pour introduire l'esprit démocratique dans les concerts de la radio. Vous aurez beau faire, c'est là une force dont il faut tenir compte et qui aura toujours raison des exigences des gens cultivés, s'ils ne réagissent pas.

On pourra rééditer tous les clichés, les rajeunir de tous les mensonges sur l'éducation des masses: on ne pourra empêcher que les masses ne soient une puissance inerte et quelquefois hostile quant à l'art. Je veux bien que le bon peuple (pas celui des bagarres politiques) puisse goûter le beau: mais à la condition d'être encadré, dirigé par une élite qui s'agite, qui se remue, qui le guide, une élite surtout qui ait le goût de la charité intellectuelle. J'ai déjà cité le cas de ce chef d'orchestre, Laisné, qui, avec des musiciens bénévoles, donne des concerts gratuits dans les hôpitaux du Paris pauvre. On n'y donne que les œuvres de Beethoven. Après de brefs commentaires, on joue ses symphonies. Que voilà une intelligente charité! Car les malheureux sont beaucoup plus sensibles que les heureux à la langue divine de la perfection. La vie les ayant dépouillés, les jetant nus sur un grabat, ils accueillent comme une consolation suprême le plaisir désintéressé de l'art. Il paraît que les expériences de Laisné sont concluantes. Nos charités sont trop exclusivement matérielles. Panser une plaie du corps: c'est bien. Mais que dire d'une âme qui retrouve un peu de son équilibre, qui découvre dans un beau son, dans un rythme approprié de quoi refouler son désespoir, de quoi même le transposer, le transformer en espoir. Nous sommes tellement matérialisés que nous en oublions les sources de vie authentique,

celles qui nourrissent le pauvre mieux que le riche, qui lui fournissent en abondance de ces joies d'exception auprès desquelles celles du luxe et du confort donnent la nausée. Sachez que ces considérations n'ont rien de livresque, ni d'une fausse exaltation; mais qu'à force de subir la pénétration américaine, nous sommes en train de nous fermer le ciel des réalités invisibles, les hauts refuges que l'homme s'était élevés, sur les sommets de la pitié ou de la douleur.

C'est donc une élite qui fait défaut chez nous. Prenons des exemples concrets et sans aucune intention désobligeante, refaisons la suite des événements qui se déroulent alentour du microphone. Vous êtes quelqu'un, ou vous cherchez à l'être: on va exiger de vous que vous vous adaptiez. Non pas à la technique spéciale de l'instrument, ce qui est légitime, mais à un genre spécial qui a été créé et développé par le goût américain et où il entre beaucoup de choses, les éléments les plus contradictoires, souvenirs de danses nègres, dites danses du ventre, chant du matou, puritanisme anglo-saxon; etc., etc. tout cela fondu dans une extase..... qui n'a rien de platonique. Le puritanisme, c'est le phénomène dit de l'hypocrisie, où la voix (je parle du puritanisme vocal), dans ses miaulements les plus naturistes, garde un certain trémolo de prêche salutiste.

N'allez pas croire cependant que les Américains

soient tous et exclusivement des Béotiens. Ils ont une élite, et dans tous les domaines, et les symphonies de New-York, de Philadelphie et de plusieurs autres villes nous le prouvent assez. Mais le malheur, c'est que nous allons toujours chercher aux Etats-Unis ce qu'il y a de pire. Nous subissons leur influence, mais dans ce qu'elle a de plus bas et de plus plat. Quand nos snobs et nos snobinettes vont à New-York ou à Chicago, ce qui les frappe et avant tout, c'est l'étalage écrasant du luxe insolent et bête, toute cette matière ingénieusement ouvrée, exclusivement pour le plaisir des sens, cette bestialité où le bonheur s'appelle un bon fauteuil, une bonne ventilation, des lumières électriques à rendre le soleil jaloux, des aliments en série, des hommes en série, enfin, ce qu'on a appelé une civilisation de robinets de bain. On comprend facilement que les élites états-uniennes soient de race intellectuelle moins pure que les élites européennes. Cela nous explique par exemple que des orchestres superbes, qui se spécialisent pour la radio, avec d'excellentes intentions, mettent sur le même pied un extrait des Maîtres chanteurs et un jazz en mal de publicité. De magnifiques orchestres, d'un rendement sonore inouï, d'une discipline impeccable, donnent à la Rhapsody in Blue, par exemple, un relief, une couleur, un éclat, une vie purement factices et empruntés à la valeur des instrumentistes. Il

arrive qu'immédiatement après, on exécute l'œuvre d'un maître; mais à part les connaisseurs, tout le monde n'y a vu que du feu et la hiérarchie des musiques souffre de fâcheuses confusions, quand, dans le souvenir de l'auditeur moyen, une symphonie de Mozart devient le frère jumeau de "Yes, we have no bananas" ou de "Happy feet".

Vous voilà donc en face du microphone, où tous les éléments que nous venons d'analyser travaillent contre vous, si vous n'avez l'ambition que de bien faire. Mais le microphone ne vous permet pas ce luxe d'être personnel. Il faut que vous ressembliez à tout le monde. Taillez, dans le modèle qui appartient à la foule anonyme, un modèle déjà vu, connu et reconnu, plagié et replagié, plâtré et replâtré, rabâché, repris, recommencé sans fin. La routine, le dieu des crétins, est le dieu de la radio. On vous tolérera un peu, si vous avez la langue bien pendue: mais trop de forces travaillent contre vous: il vous faut des armes plus perfectionnées que celles de la perfection artistique. Vous croyez que j'exagère? Il est probable que vous n'avez pas fait d'enquête sérieuse. Écoutez pendant une semaine, sans interruption n'importe lequel de nos postes, et si cette expérience ne vous a pas complètement abruti, s'il vous reste encore assez de force pour ouvrir la bouche et prononcer quelques mots, vous serez

alors en cet état de grâces qui seul permet de dire toute la vérité.

Par une de ces anomalies étranges et inexplicables, les gens qui aiment la laideur n'ont pas peur de s'en vanter et même de l'écrire. Les postes radiophoniques sont noyés d'exclamations pittoresques et sincères, d'applaudissements enthousiastes en faveur de cette musique indéfinissable, qui semble plutôt s'adresser à un troupeau de génisses sentimentales. La confrérie du mauvais goût est de beaucoup la plus nombreuse et la plus remuante. Les amateurs de bonne musique sont trop timides, ou peut-être trop lâches. Le peuple, et c'est sa gloire, ne lésine pas sur son admiration. Sans respect humain, il dit ce qu'il pense. Et pendant ce temps, les autres, vous et moi, nous nous renfermons dans un silence aristocratique et détaché. Aussi bien, ceux qui n'ont pas peur des mots doivent répéter que la pente actuelle mène la radio à la barbarie. Un excellent chanteur; (je ne le nommerai pas, ça me permet de dire qu'il est le meilleur chez nous), un excellent chanteur me dit textuellement: "Je donne un beau programme, de belle et solide musique; je reçois cinq ou six lettres de louanges." Je connais un de ses confrères qui donne des programmes, pardonnez-moi ce mot rabelaisien, je n'en trouve pas d'autres, des programmes d'accroupi, et qui reçoit jusqu'à 300 lettres d'aveugle admiration. Voilà,

le problème dans toute son acuité. Là, comme ailleurs, les élites démissionnent. Les gens distingués, ou qui se croient tels, trouvent cela un peu vulgaire de signer une lettre de félicitations. On laisse cela aux petites gens, à ceux du faubourg Québec. Mais l'instruction, ne nous confère-t-elle pas des devoirs en augmentant nos plaisirs? Participant plus que les ignorants aux plaisirs de l'esprit, ne sommes-nous pas tenus à des responsabilités correspondantes? Il faut le répéter à satiété: c'est la démission de notre bourgeoisie cultivée (pourtant si peu nombreuse) qui sera la cause de cet abrutissement, de cet envoûtement collectifs. Ce sera notre égoïsme, notre insouciance qui tueront les plus hautes ambitions artistiques: et ce sera notre faute d'abord si, sur ce continent, nous, de race française et catholique, nous ne savons pas mettre dans la radio quelque chose de nous, une expression particulière de notre goût, de notre sobriété, de notre élégance, de notre probité.

\* \* \*

Quand les élèves commencent, à l'heure actuelle, leurs études de chant, savez-vous quel est le premier dégrasage à effectuer? Enlever cette croûte de mauvaise musique américaine avec paroles anglaises souvent. Autrefois, ces incultes avaient dans leur répertoire un peu de folklore, de la chanson française, du chant d'église. Au-

jourd'hui, ces aspirants chanteurs nous arrivent, gâtés jusqu'aux moelles par le dernier jazz. On me dit même que dans des réunions de famille, dans des milieux modestes et sains, on commence à entendre fréquemment de ces refrains qui évoquent la voix de crécelle d'Eddie Cantor, ou celle du beau Brumel, Rudy Vallee, à qui il ne manquait plus que les cornes pour en faire un complet animal bélant. Mais, vous voyez le respect dont on entoure ces infects miauteurs: respect qui s'adresse davantage au salaire qu'ils gagnent qu'à leur misérable gosier. Quand un type de chez nous entend dire qu'Eddie Cantor reçoit 4 à 5 mille dollars pour chacune de ses séances de "jokes", il n'a plus le droit de rougir de honte à écouter un pareil pitre débiter ses âneries poussives, avec une de ces voix qu'on dirait empoisonnées de mauvais whiskey de contrebande.

Mais, vous n'y pensez pas; il gagne \$5,000.00 avec ça; il n'y a plus rien à dire. C'est le seul critère. Ce succès matériel engendre le goût de l'imitation et il y a des tas de gens qui se mettent à l'école d'Eddie Cantor. On torture des organes généreux pour arriver à perfectionner cette laideur.

Et puis, il y a autre chose qui complète cette horreur vocale: ce sont les paroles. Car à cette musique innommable s'attachent des mots non moins innommables. C'est une gageure pour tête vide, et à qui en mettrait le moins. Un enfant

normal de chez nous, de cinq ans, ne s'en contenterait plus. Et c'est avec cette musique, cette littérature que nos gens font leurs beaux dimanches. Ne croyez pas qu'ils écoutent Toscanini ou Stokowski: ils vont chercher aux Etats-Unis, suivant en cela l'exemple de la classe riche de chez nous, ce qu'il y a de pire, de plus infect, de plus plat.

Vous le voyez: la situation n'est pas brillante. Du moins, pourrait-on essayer quelque chose, certains moyens de réaction encore inconnus, et qui donneraient peut-être des résultats. Il me semble qu'une société des auditeurs de la radio, d'un recrutement sans doute difficile mais possible, pourrait faire échec à beaucoup d'entreprises antiartistiques. Peut-être que par le moyen de conférences, on pourrait répandre cette idée si simple et si juste. La *bonne musique* ne se *défend* pas *toute* seule et d'elle-même. Ce n'est pas une entité si distincte que cela de la mauvaise et à laquelle on adhère comme à la lumière du soleil. Il lui faut des défenseurs actifs et vigilants. Il lui faut des adeptes zélés et généreux qui ne se contentent pas d'en jouir paresseusement, mais qui sachent se porter à son secours et là où elle est menacée. Des gens qui cherchent à voir clair en eux d'abord, et ne font pas au dedans d'eux-mêmes de concessions équivoques: car pour porter la vérité au dehors, il faut d'abord avoir cultivé ce trésor en son âme. Des gens clair-

voyants qui se rendent compte qu'en l'appuyant de leur effort, ils se rendent à eux-mêmes le service de s'affiner, de purifier leur goût. La bonne musique ne se défend pas toute seule. Elle exige de vous, de moi, que nous manifestions notre enthousiasme ou notre mépris: que nous prenions parti dans une bataille où elle joue peut-être sa vie.

Nous n'avons plus le droit de rester indifférents à tout ce qui se passe à la radio et d'y cueillir, en passant, l'heure brève, l'heure fugitive d'une belle symphonie, sans nous soucier de ce qu'on y fait le reste de la semaine: car, si tout y concourt à l'abaissement du niveau actuel, un jour viendra peut-être où la symphonie elle-même n'y trouvera plus sa place. La quantité tend à remplacer la qualité. Vous savez que ce qui distingue l'art, c'est le qualitatif opposé au quantitatif. Or la radio ne dure que par la quantité. Le silence lui est interdit. Elle roule, pêle-mêle, dans ses ondes troubles, l'eau pure des sources vives, le filet de boue des mares stagnantes. Par la loi fatale du moindre effort, elle travaille sournoisement à tout modeler sur le plan du médiocre. Elle n'est prodigue que d'un art: celui de la flatterie. Elle courtise les sentiments faciles et décourage les initiatives qui tranchent sur la vulgarité ambiante.

Arthur LAURENDEAU.

(A suivre)

# Pour qu'on vive...

---

## L'avenir de la Confédération

On en discute. Et il y a lieu de le faire. D'ici quelques années, quelques mois peut-être, une grosse partie va se jouer à Ottawa où il n'y a nulle nécessité pour nous d'être dupes! *L'Acte de l'Amérique britannique du Nord*, la chose est certaine, aura besoin de modifications; ces modifications sont d'ailleurs en voie de s'accomplir par une sorte de détour anticonstitutionnel. Les provinces exigent un rajustement des charges financières. Une plus nette juridiction s'impose, entre les pouvoirs, en matière de législation économique et sociale. En quel sens se feront les modifications inévitables? Assisterons-nous à une centralisation ou à une décentralisation des pouvoirs? Il n'est pas niabile que le vent soit à la centralisation, à l'unification à outrance. Ainsi le veulent le tempérament et les doctrines politiques de certains hommes à Ottawa, grands partisans de la manière forte et qui, à la faveur des théories régnantes de l'économie dirigée, veulent tenir entre leurs mains tous les leviers de commande, tous les ressorts de l'activité nationale. Ainsi le veulent également quantité de nouveaux venus, ceux de l'Ouest en parti-

culier, pour qui le pacte de 1867 pèse moins qu'une botte de paille, et dont le mépris pour tout le passé canadien n'a d'égal que leur ignorance, aussi vaste que la prairie. D'autre part l'étendue du pays, la faible ou l'intermittente convergence des intérêts de l'est et de l'ouest, le particularisme économique du plus grand nombre des provinces, la présence chez elles de minorités ethniques ou religieuses, le particularisme national et culturel de 3 millions de Canadiens français, sont assurément des réalités qui postulent, dans les institutions politiques, beaucoup de souplesse, un dosage prudent de liberté et d'autorité. On voit donc venir le heurt qui ne peut manquer d'être violent.

### **Les méfaits de la Confédération**

Il est même à prévoir que l'édifice en craquera. Ce dénouement, on le sait, n'est pas fait pour nous surprendre. Nous n'avons jamais cru, ici, d'une foi très robuste, en ce pacte qui fut par trop, à l'heure de la signature, une solution opportuniste pour politiciens mal pris. (Plus encore que toute autre forme d'Etat, les fédérations n'ont chance de vivre que si la sagesse politique s'interdit les intérim.) A l'égard les unes des autres les parties contractantes ont besoin d'user constamment de beaucoup de largeur d'esprit. Une vertu entre autres y est de mise, vertu politique assez rare de

nos jours: le respect du droit d'autrui et des signatures données. Les fédérations ne sauraient être des façades commodes à l'abri desquelles les majorités puissent se livrer à l'orgie de leurs convoitises, à leur frénésie de domination. Le gouvernement central a, pour sa part, un rôle bien défini. Et ce rôle ne consiste pas à tolérer ou à favoriser de son mieux les ambitions désordonnées des majorités, mais à se constituer modérateur, arbitre, mainteneur d'équilibre. Investi de la garde de l'intérêt général, il ne peut se solidariser avec l'intérêt du particulier, ce particulier fût-il le plus fort, qu'en se mentant à soi-même et en se détruisant de ses propres mains. Par conséquent miner sournoisement les droits provinciaux, les diversités ou les particularismes légitimes, n'est pas son affaire. Son rôle, encore une fois, est bien plutôt de s'en constituer le gardien et le protecteur et surtout de les harmoniser pour l'intérêt commun. Or n'était-ce point là demander à la majorité anglo-saxonne par trop de sagesse et d'esprit de renoncement? Et c'est ici qu'on aperçoit la part d'idéalisme chimérique et naïf qui trouva place, en 1867, dans l'esprit des constituants canadiens-français. Le passé, les attitudes, les passions anciennes et récentes de la majorité étaient là pour nous en avertir: elle n'accepterait jamais qu'à contre-cœur et elle finirait par considérer comme un non-sens l'existence et l'essor libre d'un Canada français

de quelques millions d'âmes dans la vaste Amérique anglaise et dans l'empire britannique. Si un traitement de faveur lui plairait assez où elle aurait figure de majorité, elle n'accepterait jamais de bon gré, non plus, une égale mesure de liberté pour le protestant et le catholique où ce dernier ferait la minorité. Le sentiment plus généreux d'un bon nombre d'hommes politiques ou d'intellectuels anglo-canadiens ne change rien ici à l'affaire. On ne verra point la masse se dépouiller de ses préjugés ni de son rigide *complexe* de supériorité. Et, comme en démocratie parlementaire il faut compter avec la masse, la majorité anglo-saxonne — c'est là de l'histoire — ferait triompher dans toutes les provinces la politique scolaire que l'on sait et, en dépit de quelques esprits plus généreux, elle ferait, du gouvernement central, un instrument d'unification ou d'assimilation, l'instrument de ses instincts dominateurs. Qu'on se rappelle tout simplement les incidents auxquels donne lieu la pratique du bilinguisme officiel et comment l'émission d'un billet de banque bilingue menaçait de soulever de Halifax à Vancouver un ouragan de fanatisme.

### **La part lamentable des nôtres**

Il faut dire que les nôtres ont bien leur part de responsabilité en cette œuvre de désagrégation. Il n'y avait qu'un moyen d'empêcher la sagesse politique de trahir son rôle et c'eût été de l'appuyer

de la vertu de force. C'eût été de dresser, contre les persécuteurs ou les démolisseurs de constitution, un Canada français unanime, non pas arrogant, mais intransigeant dans sa volonté de faire respecter la liberté et la justice. Une telle attitude nous eût valu, sans doute, aux heures d'assaut, quelques chocs assez forts, peut-être même de la casse. Le malheur et le lâche aveuglement de nos chefs furent d'oublier, qu'en un pays comme le nôtre et voire nulle part en ce bas monde, l'on ne gouverne longtemps ni surtout indéfiniment contre quarante ni même trente pour cent de la population. Etant donné sa situation géographique et quelques autres facteurs, il n'était pas et il n'est pas au pouvoir de la majorité de faire longtemps une Irlande du Canada français. Et nous ne disons rien de l'enrichissement vital, des vertus constructives qu'eussent suscités, développés ces sursauts d'énergie chez un petit peuple qui a bâti le meilleur de son passé aux heures d'orage et d'épreuves. Mais voilà! Pour ce rôle splendide il nous eût fallu des chefs aussi clairvoyants qu'héroïques, des hommes qui eussent été chaque fois de grands hommes. Ces guides, la Providence nous les a refusés. Au lieu de chefs nous n'avons eu que des suivants; au lieu de grands hommes nous n'avons eu presque habituellement que des petits hommes de parti qui, dans la politique fédérale, ont moins cherché le bien de leurs compatriotes, le maintien

de la confédération et de son esprit initial, que leur bien d'individus et les intérêts de leur clan. Groupe anonyme dans l'un ou l'autre parti, députés et sénateurs canadiens-français ont généralement placé le parti plus haut que leur nationalité et, pour ne pas compromettre les chances ou la tranquillité du parti et surtout leur propre tranquillité, ils se sont faits les complices de la majorité dans son œuvre d'unification et de démolition. En somme, nos chefs nous ont proposé et ont pratiqué sur nous une politique de lente démoralisation, sans prendre garde aux terribles chocs en retour d'occasion possible le jour où une génération, moins docile aux narcotiques électoraux, n'accepterait plus comme une destinée nationale la démission progressive et définitive. Or, à qui se tient aujourd'hui aux écoutes de la jeunesse, tout semble indiquer que voici poindre une génération d'esprit revêche. Faculté de rebondissement mal éteinte, grâce à Dieu, dans l'âme d'un peuple resté riche d'énergies secrètes. Après avoir poussé comme les autres au char de l'État, les Canadiens français ne veulent plus se contenter du rôle que leur offrent leurs politiciens: celui de valets de pied. Les jeunes en avertissent leurs aînés d'un ton plutôt vif. Si bien que demain ce pourrait être la politique de l'inconnu.

## L'éducation nationale

Raison nouvelle de nous appliquer à la réforme de notre éducation et de forger pour cet avenir notre métal humain. Ce n'est pas tout de souhaiter ou de nous préparer d'autres destins. Il faut y être prêts. Il y a déjà plus de trois cents ans que notre histoire n'a cessé d'être grave. Le proche avenir nous réserve-t-il autre chose? Aussi quoi de plus stupéfiant que la belle insouciance d'un si grand nombre de nos éducateurs! Aux visiteurs français qui viennent de passer chez nous, il a suffi de quelques heures de séjour pour saisir le drame de notre vie: situation unique au monde de ces trois millions de Français obligés de défendre leur âme contre toutes les forces du continent. S'ils nous ont bien regardés au fond des yeux, nos visiteurs ont pu découvrir, en même temps, le peu d'inquiétude que nous apporte, hélas! cette effroyable situation. Elle nous trouble et elle trouble une bonne partie de nos éducateurs à peu près comme s'il s'agissait des habitants de la Patagonie. Il est vrai que si, par un pourcentage d'occasion, l'on essayait d'évaluer ce qui existe dans l'âme du Canadien français moyen, ce qui pourrait s'appeler le sens national, et nous entendons par là des notions élémentaires d'histoire canadienne, une modeste fierté de son origine, de son passé, de sa langue, de sa culture, une volonté modeste également de préserver cet héritage spirituel et de le transmettre

à ses enfants, il est vrai, disions-nous, qu'à l'exception du Canadien français fouetté quelque peu par une société patriotique ou par la lecture d'un journal de combat, l'on n'arriverait pas à trouver dans l'âme des nôtres cinq à six pour cent de sentiment national véritable ou substantiel. Mais que peut faire un tel état d'âme collectif à des maîtres qui ont désappris l'art de réfléchir? L'autre jour, au sortir d'une conférence à des instituteurs où il avait été question d'éducation nationale, quelqu'un qui connaît bien notre personnel enseignant nous disait: "Tout ceci nos maîtres et maîtresses le voudraient bien faire; c'est en haut que ça ne marche pas". En haut quelques-uns, sans doute, voudraient bien que cela marchât. Mais l'insouciance des autres a quelque chose de phénoménal. Ici nous faisons encore appel aux puissances d'opinion. Qu'on nous aide à secouer un criminel optimisme, l'apathie prodigieuse de tous ces suffisants qui mériteraient d'abord d'être fouettés pour leur insuffisance.

Jacques BRASSIER

## A propos d'immigration

---

La question de l'immigration est vieille comme le pays et, seuls, ses aspects ont changé avec les circonstances.

Quand, aux débuts de la Nouvelle-France, les Iroquois faisaient quelque nouvelle victime parmi les pionniers ou assiégeaient un bourg, je me figure volontiers que nos ancêtres devaient se dire l'un à l'autre: "Si le Roi nous envoyait des colons!..."

Nous sommes passés sous la Domination anglaise et nous savons que le Roi depuis n'a pas manqué de nous envoyer des colons. C'est l'affluence des loyalistes d'abord; puis c'est l'apport incessant du continent européen. Chaque navire qui mouille dans nos ports apporte sa cohorte et, pendant un siècle, notre peuple, debout auprès du Saint-Laurent, a vu passer les contingents innombrables des immigrants qui gagnaient l'Ouest.

Avant même que fût signé le pacte de la Confédération, la politique d'immigration canadienne revêtait un caractère antinational. Elle l'a gardé depuis. Elle a abouti à de bien tristes résultats; d'une part, les immigrants se sont servis du Canada comme d'une salle d'attente et, l'heure venant, ils sont allés se perdre aux États-Unis; d'autre part, la

population canadienne, dont l'on ne se souciait pas, déplacée parfois par le flux montant des nouveaux venus, a pris également la route de la grande république.

Cette politique étrange, illogique et basée sur la chimère, persiste pendant un siècle. Dès 1862 l'on entend devant un comité parlementaire des témoignages comme ceux-ci: "Ce n'est pas du manque de colons que nous souffrons; mais à notre propre surplus de population des paroisses environnantes, accordez la même somme de bons offices et d'avantages qu'à l'heure actuelle nous accordons à l'immigration étrangère et de nouvelles paroisses surgiront". Ainsi se prononce Alphonse Dubord, commissaire des Terres aux Trois-Rivières.

Devant le même comité, l'abbé Martel déclare à son tour: "Des enfants du sol, pour peupler ce pays en peu de temps, il y en a sûrement autant que nous pouvons le désirer. Si le système actuel se prolonge, le temps peut venir où les Canadiens seront obligés d'émigrer à leur tour. Faisons au moins pour les enfants du sol autant que nous faisons pour les étrangers, et le mal sera guéri". Faut-il le dire? Ces paroles ne furent pas entendues, et pendant 70 ans, le bon sens, en cette matière, a passé chez nous pour de la sottise.

Mais c'est de 1900 à nos jours que la politique d'immigration a atteint son apogée. En 35 ans à peu près, il est entré chez nous près de cinq mil-

lions d'immigrants, c'est-à-dire l'équivalent ou presque de la population canadienne au début du siècle. On a voulu, semble-t-il, reconstituer ici la tour de Babel, après la confusion des langues, bien entendu.

Sans doute, pendant ce laps de temps, des mises en garde ont été faites; Bourassa, Lavergne, Monck ont tour à tour montré les dangers d'une immigration inconsiderée; ils manquaient, aux yeux d'un grand nombre, de largeur de vues et leurs pareils manquaient aussi, paraît-il, de loyauté à la Couronne britannique. Comme autrefois les Troyens refusaient d'écouter les justes propos de Cassandre et ses véridiques prédictions, ainsi s'est-on appliqué à fermer les yeux de ceux qui voyaient encore et à endormir le peuple en agitant devant lui des questions de détail.

Mais le réveil a été brusque. Déjà quelqu'un avait écrit: peut-être les partisans d'une immigration inconsiderée finiront-ils par comprendre lorsqu'il sera trop tard... Et c'est ce qui est arrivé. On a compris en 1930 parce qu'il y avait de 300,000 à 400,000 chômeurs en ce pays et le réveil s'est opéré lorsque les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux ont dû jeter les millions à pleines mains pour soutenir, avec les sans-travail du pays, les arrivés de la veille. Et si les gouvernants ont enfin vu clair, le peuple lui-même a ouvert les yeux parce que les taxes pleuvaient dru.

C'était la crise et si l'immigration ne l'a pas causée, nous payons du moins pour apprendre qu'elle a singulièrement accru le chômage et compliqué ce problème. C'est alors seulement que s'arrête une politique de peuplement stupide et que le gouvernement Bennett, poussé par les circonstances, a diminué l'immigration dans une large mesure.

Il y a quelques mois, à Ottawa, le gouvernement s'est prononcé de nouveau contre l'entrée en masse au pays des étrangers de toutes catégories. Pour la première fois, peut-être, dans l'histoire de la Confédération, un ministre de la Couronne a osé traiter de "visionnaire" un partisan effréné de l'immigration et, par surcroît, ce ministre n'est pas un Canadien français. Il semble donc que l'immigration soit, pour quelque temps encore, reléguée à l'arrière-plan. Mais alors on se demandera peut-être pourquoi il est ici question de l'immigration. L'explication est fort simple. C'est qu'il reste chez nous et au dehors des aveugles, des égoïstes, des fanatiques.

Les aveugles se complaisent à s'appeler eux-mêmes des économistes; ils croient l'être tout en n'ayant rien de commun avec eux. Ils s'écrient: ce siècle est celui du Canada; il reste d'immenses ressources inexploitées; il y a place ici pour une population de 50,000,000. Appelons donc les étran-

gers et qu'ils viennent s'asseoir à notre table. Nous serons frères et ils payeront nos dettes.

Les immigrants payeront nos dettes, dit-on. Que nous apprend l'expérience sur ce point? Premièrement, que nous avons soldé les frais de voyage des nouveaux venus; deuxièmement, que plusieurs d'entre eux sont véritablement assis à notre table et que nous soldons encore la note; troisièmement, que des nouveaux venus ont pris, dans les bureaux et à l'usine, la place de Canadiens de naissance. En résumé, nous payons aujourd'hui les lourds intérêts des capitaux que nous avons engagés dans l'immigration, alors qu'il eût certes mieux valu payer nos propres dettes.

S'il s'agit d'accroître la population de ce pays, le raisonnement est plus simple. Il fallait garder les nôtres d'abord. On n'a vu que des imbéciles, essayer de remplir un tonneau sans fond. D'autre part, s'il fait si bon vivre au Canada et s'il y a tant de richesses à partager, l'étranger viendra seul et saura bien payer son passage.

A-t-on déjà vu un homme assez sot, pour établir sur ses propres terres les fils de son voisin pauvre, alors que lui-même a des fils en bas âge à son foyer? Ce cas semble invraisemblable. Il s'est parfaitement réalisé et, ce père de famille, ce n'est autre que le Canada. Ses enfants "ont pris le chemin" et les étrangers ont pris ses terres par une libre disposition de sa volonté.

Voilà pour les aveugles; voici pour les égoïstes. Par ce nom, nous entendons tous ceux qui n'ont recherché que leurs intérêts et qui les recherchent encore dans une politique d'immigration intense.

Nous citons à la barre, les compagnies de transport, maritimes ou ferroviaires; les grands industriels qui ne voient dans l'immigrant qu'un commémateur; ces messieurs de Grande-Bretagne qui voyaient dans le Canada un excellent débouché pour leurs troupeaux humains. Ces intérêts multiples, parce que puissants, ont prévalu sur la politique et ils ne cherchent encore que l'occasion propice pour la dominer de nouveau.

Restent les fanatiques; sous ce nom viennent les Orangistes et leurs alliés. Leur but était net; s'il est resté voilé, c'était pour mieux servir la cause. Ce but reste identique; comme par le passé, il s'agit de noyer les Canadiens français sous l'avalanche des nouveaux venus. Il ne doit y avoir, en ce pays, qu'un drapeau et qu'une langue. Si ce but est atteint, l'immigration ne peut avoir de méfaits et on la bénit. Si l'on apprend que l'exode décime la population du Québec, il y a grande réjouissance dans toutes les loges orangistes!

Les fanatiques sont venus au Canada avec un grand espoir; ils le conservent. Il faut nettoyer le pays de cette race inférieure qui lui a donné ses découvreurs, ses pionniers et ses martyrs! Dommage, vraiment, qu'on ne puisse adopter la méthode

des Pharaons d'Égypte et qu'on ne puisse jeter dans le Nil canadien tous les enfants qui viennent de naître!

Les chimères, les intérêts et les passions qui ont poussé à notre précédente politique d'immigration, existent encore. L'opinion publique les dénonce, mais le travail secret s'accomplit et il faut nous défier des surprises prochaines.

D'ailleurs, les manifestations ouvertes des partisans de l'immigration sont toutes récentes; pas plus tard que l'automne dernier, le président du Pacifique Canadien, on sait pour quel motif, voulait qu'on ouvrît les portes du pays; en pleine crise, la ville de Le Pas, au Manitoba — "The Pas!" — se proposait récemment d'établir 10,000 chômeurs britanniques sur les 800,000 acres de terre d'une vallée voisine; aux Communes anglaises, les députés viennent de voter une résolution qui recommande l'envoi d'immigrants dans les pays de l'Empire; et, dans des cas comme celui-là, on sait que l'Angleterre estime étrangement le Canada; enfin, un vieux militaire de l'Alberta, qui a nom Hornby, passe les loisirs que lui laisse la goutte, à préparer des plans d'immigration et à les adresser au gouvernement de l'Angleterre, comme s'il n'y avait pas de gouvernement à Ottawa. Il ne faut pas oublier M. le député Jacobs qui, pour des raisons à lui connues, mais que l'on devine en dehors de

la synagogue, préconise également la politique de la porte ouverte.

Il reste donc une foule de gens qui "n'ont rien oublié et qui n'ont rien appris". Ils n'ont pas oublié qu'ils ont contribué partiellement par l'immigration à l'exode d'un million de Canadiens français aux États-Unis. Ils n'ont pas appris non plus que l'immigration a coûté des centaines de millions au Trésor public, qu'elle a aggravé la plaie du chômage que, depuis 1900, comme la preuve est faite, elle n'a à peu près pas augmenté notre population, qu'à côté de sujets sains et acceptables, elle a dirigé vers ce pays des éléments dangereux et propres à compromettre notre vie nationale. On voulait faire un grand pays; l'on a fait de grandes divisions; de grandes divisions entre l'est et l'ouest; de grandes divisions entre les Anglais de langue et les Canadiens français, toujours traités avec morgue. Et là-bas, dans l'Ouest, le parti socialiste qui vient de naître ajoute une division de plus et pousse indirectement à une sécession du pays que nous verrons peut-être sans regret.

Voilà comment l'immigration a fait un grand pays. Il resterait peut-être à démontrer qu'elle n'a à peu près rien donné au point de vue démographique et que l'accroissement naturel aurait pu combler l'écart entre les chiffres qu'indiquent les recensements de 1911, de 1921 et de 1931.

Les statistiques ne manquent pas, mais un exemple, le plus récent, suffira: de 1921 à 1931, il est entré au Canada 1,313,539 immigrants. Durant cette période, la population ne s'est accrue que de 1,629,837. Or, pendant le même temps, 200,000 Canadiens de race française passaient aux États-Unis où se trouvent aujourd'hui 2,145,874 personnes d'origine canadienne. La colonne des chiffres pourrait s'allonger; ceux que nous citons en disent déjà assez long.

Tout le prouve; la politique de l'immigration, maintenue par le Canada pendant un siècle, apparaît donc comme une politique néfaste, antinationale; nous avons toutes les raisons du monde de nous opposer à ce que les ouvriers de l'ombre et de la coulisse la renouvellent. Si l'on songe à la situation actuelle, il est aussi logique pour nous de demander à l'Angleterre de recevoir chez elle une colonie de chômeurs canadiens.

Si vraiment il y a chez nous tant de ressources à développer, tant de terres à coloniser, nous nous tournons vers les bâtisseurs de grands projets et nous leur disons: Vous savez où il y a place pour des immigrants; eh bien! voici qu'il reste au Canada quelque 200,000 chômeurs, que, dans la seule province de Québec, il faudra à brève échéance établir plus de 800,000 jeunes gens qui ont aujourd'hui de 15 à 29 ans; faites place à ce million et, alors, vous ferez une œuvre véritablement natio-

nale et vous ferez enfin preuve de ce canadianisme que vous exigez sans cesse des autres. Et quand ce sera fait, il sera temps de faire appel à l'immigration, mais pas avant!

Voilà l'attitude que nous devons garder vis-à-vis de l'immigration; attitude que commandent la logique, la solidarité nationale, la prévoyance, les besoins actuels, et surtout les coûteuses expériences d'un passé bêtement colonial.

Dominique BEAUDIN